

Unité départementale du Val-d'Oise  
Préfecture du Val d'Oise  
5 avenue Bernard Hirsch  
CS 20105 - CEDEX  
95010 Cergy-Pontoise

Cergy-Pontoise, le 2/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ORTEC GENERALE DE DEPOLLUTION**

Parc de Pichaury  
550 Rue Pierre Berthier  
13799 Aix-en-Provence Cedex 3  
13080 Aix-En-Provence

Références : UD95-2026-158  
Code AIOT : 0006516452

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/03/2026 dans l'établissement ORTEC GENERALE DE DEPOLLUTION implanté CHEMIN DU JACLORET PORT DE BRUYERES SUR OISE 95820 Bruyeres-sur-Oise. L'inspection a été annoncée le 20/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ORTEC GENERALE DE DEPOLLUTION
- CHEMIN DU JACLORET PORT DE BRUYERES SUR OISE 95820 Bruyeres-sur-Oise
- Code AIOT : 0006516452
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

**Ortec générale de dépollution** a développé et construit ses propres centres de traitement de très grandes capacités, véritables plateformes multi-technologiques dédiées au traitement des terres polluées.

Ces centres fixes de traitement, régis au titre des ICPE, mettent en jeu les procédés de biotertre dynamique ex situ et de ségrégation mécanique renforcée, et dans une moindre mesure, les procédés de désorption thermique et traitement par voie physico-chimique. Ces technologies complémentaires offrent une gamme complète de solutions face aux diverses problématiques des sols pollués et permettent d'absorber un large panel de contaminants organiques et inorganiques. Les matériaux résultant des traitements sont revalorisés à hauteur de 88% d'entre eux, directement ou indirectement, via leur incorporation dans la fabrication de matériaux alternatifs venant en compensation des prélèvements dans le milieu naturel.

L'exploitant a déclaré la cessation d'activité totale et l'inspection s'inscrit dans le suivi de cette cessation.

Pour rappel l'établissement est classé au titre des rubriques suivantes.

Rubrique	Alinéa	Nature	Quantité totale / Capacité totale	Régime en vigueur
2716	1	déchets non dangereux non inertes (transit)	90000 m <sup>3</sup>	E
3550	-	stockage temporaire de déchets	90000 t	A
2790	-	Traitement de déchets dangereux	3500 t/j	A
3532	-	Valorisation de déchets non dangereux	3500 t/j	A
2791	1	Déchets non dangereux (traitement)	3500 t/j	A
2515	1.a	Broyage, concassage... et autres produits minéraux ou déchets non dangereux inertes	600 kW	E

#### Thèmes de l'inspection :

- Sites et sols pollués

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Cessation activité	Arrêté Préfectoral du 26/07/2021, article 1,6,5	Sans objet
2	Mesures de mise en sécurité mises en œuvre	Code de l'environnement, article R.512-39-1 -III	Sans objet
3	Mémoire de réhabilitation	Code de l'environnement, article R. 512-39-3	Sans objet
4	Attestation de mémoire de réhabilitation	Code de l'environnement, article R.512-39-3 -I	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La procédure de cessation suit son cours. Les étapes attendues ont été réalisées jusqu'à maintenant. Aucune non-conformité n'a été constatée au cours de l'inspection.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Cessation activité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/07/2021, article 1,6,5
<b>Thème(s) :</b> Autre, Cessation activité
<b>Prescription contrôlée :</b>  Sans préjudice des mesures de l'article R. 512-74 du code de l'environnement, pour l'application des articles R. 512-39-1 à R. 512-39-5, l'usage à prendre en compte est le suivant : usage de type industriel. Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie à M. le Préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>• l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;</li><li>• des interdictions ou limitations d'accès au site ;</li><li>• la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;</li><li>• la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.</li></ul> Le mémoire contient également l'évaluation et les propositions de mesures mentionnées à l'article R. 515-75 du code de l'environnement. En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon le(s) usage(s) prévu(s) au premier alinéa du présent article.
<b>Constats :</b>  L'exploitant confirme que l'usage futur du site restera industriel mais n'a pas connaissance de projet défini au jour de l'inspection. La notification de cessation a été faite le 23/06/25 pour un arrêt définitif le 23/09/25.  Les mesures sur lesquelles l'exploitant s'était engagé dans son courrier du 23/06/2025 étaient les suivantes. <ul style="list-style-type: none"><li>• L'ensemble des produits restants (produits finis, matières premières et déchets) sera évacué pour destruction en centres autorisés,</li><li>• L'ensemble des fluides (gaz, électricité, eau...) sera mis en sécurité par coupure de réseau,</li><li>• Si nécessaire, les installations seront démolies, les différents matériaux seront acheminés vers les installations de tri et élimination de déchets adaptés et autorisés,</li><li>• L'ensemble des clôtures et portails du site resteront en place, afin de garantir la limitation d'accès au site,</li><li>• Un diagnostic environnemental sera effectué portant notamment sur la pollution potentielle des sols. En cas de suspicion de pollution, une analyse plus approfondie sera effectuée et, le cas échéant, l'exploitant procédera à la dépollution des sols contaminés par le moyen approprié, afin d'assurer la compatibilité entre l'usage futur prévu et le niveau de contamination des sols en fonction des différents composants.</li></ul> L'inspection a pu constater lors de la visite que : <ul style="list-style-type: none"><li>- la cuve de GNR (Gazole Non Routier) a été évacuée ;</li><li>- les produits chimiques ont été évacués ;</li><li>- tout ce qui était lié à la gestion des eaux de process a été démantelé ;</li><li>- la rétention en béton a été démolie et évacuée ;</li></ul>

- tout ce qui était lié aux ponts bascule a été démantelé ;
- l'ensemble des clôtures et portails sont présents ;
- le bassin de gestion des eaux pluviales a été curé.

L'exploitant déclare que les bureaux et le revêtement bitume devaient normalement être conservés pour l'utilisation du prochain locataire. Un mail dans ce sens de la société Haropa port a été transmis. Son bail actuel (AOT avec Haropa port) court jusqu'en août 2027.

Concernant le diagnostic environnemental, l'exploitant déclare qu'il a été réalisé et que le mémoire de réhabilitation est en cours. (voir point 3)

**La prescription contrôlée est respectée**

**Type de suites proposées : Sans suite**

**N° 2 : Mesures de mise en sécurité mises en œuvre**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article R.512-39-1 -III
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, ATTES-SECUR
<b>Prescription contrôlée :</b>  Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant déclare que la mise en sécurité est terminée. Le bureau d'étude SOLPOL présent le jour de l'inspection est aussi venu pour faire la visite liée à la mise en sécurité du site.  Les utilités actuellement maintenues sont : <ul style="list-style-type: none"><li>- Transformateur Enedis qui sera suspendu à la fin du bail,</li><li>- Eau potable.</li></ul> Le point de rejet du bassin d'orage se déverse dans le réseau portuaire puis dans l'Oise. L'exploitant déclare que les vannes sont fermées.  L'exploitant déclare que l'alimentation électrique du puits profond (prise d'eau dans la nappe) est coupée et le local est fermé à clé.  Les 6 piézomètres du site sont toujours en surveillance. Le dernier relevé date de septembre 2025 (avant fermeture du site). Il est convenu entre l'exploitant et l'inspection de continuer le suivi en mars 2026 et de réaliser un dernier relevé après la dernière intervention sur le site, a priori à l'automne 2026.  L'inspection constate que le site est globalement propre, clôturé et ne présente pas de dangers apparents au moment de l'inspection.  Selon le bureau d'études et d'après les documents transmis par l'exploitant, la quantité de déchets dangereux évacués est d'environ 0,85 tonnes. Ils comprennent les matériaux souillés (code déchet 15 02 02*), les aérosols (code déchet 16 05 04*), les emballages vides (code déchet 15 01 10*), l'AD BLUE (code déchet 12 03 01*) et les fluides frigorigènes (code déchet 14 06 01*).  La quantité de déchets non dangereux évacués est d'environ 27 983 tonnes. Ils comprennent les terres traitées/terres inertes stockées sur le site ainsi que les boues issues du bassin EP (code déchets 17 05 04), le béton, les souches (code déchets 02 01 03) et les broyats de biomasse (code déchets 19 05 01) évacués entre octobre 2025 et février 2026.  Le certificat n°36853 de SOLPOL par le LNE en tant que prestataire de service dans le domaine des sites et sols pollués a été fourni et est valable jusqu'au 08/06/2030. L'ATTES SECUR (réalisée par SOLPOL) a été fournie le 23/03/2026 et n'appelle pas de commentaire particulier de l'inspection.

**La prescription contrôlée est respectée.**

**Type de suites proposées : Sans suite**

### N° 3 : Mémoire de réhabilitation

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article R. 512-39-3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Transmission mémoire de réhabilitation (délai et contenu)
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>I. Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet dans les six mois qui suivent l'arrêt définitif, un mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés. Toutefois, ce délai peut être prolongé par le préfet pour tenir compte des circonstances particulières liées à la situation des installations concernées. Le mémoire comporte notamment un diagnostic tel que défini à l'article R. 556-2. Dans le cas où les opérations mentionnées au 1° du IV de l'article R. 512-75-1 sont finalisées après ce diagnostic, celui-ci est actualisé pour prendre en compte les terrains libérés à l'issue de ces opérations. En fonction des conclusions de ce diagnostic, ce mémoire comporte également :</p> <p>1° Les objectifs de réhabilitation ;</p> <p>2° Un plan de gestion comportant :</p> <p>a) Les mesures de gestion de la pollution des différents milieux impactés sur le site et, le cas échéant, hors du site ;</p> <p>b) Les travaux à réaliser pour mettre en œuvre les mesures de gestion et le calendrier prévisionnel associé, ainsi que les dispositions prises pour assurer la surveillance et la préservation des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, durant les travaux ;</p> <p>c) En tant que de besoin, les dispositions prévues à l'issue des travaux pour assurer la surveillance des milieux, la conservation de la mémoire et les éventuelles restrictions d'usages limitant ou interdisant certains aménagements ou constructions, ou certaines utilisations de milieux.</p> <p>Pour les installations relevant de l'article L. 181-28, le mémoire décrit les opérations déjà réalisées et celles restant à mettre en œuvre en application des conditions de réaménagement fixées par l'autorisation. Le diagnostic prévu dans le mémoire de réhabilitation tient compte des investigations déjà réalisées dans ce cadre et est proportionné aux enjeux du site compte tenu des caractéristiques des milieux environnants et du ou des usages futurs du site.</p> <p>Les mesures de gestion de la pollution des milieux impactés sur le site et, le cas échéant, hors du site, comprennent au moins le traitement des sources de pollution et la suppression des pollutions concentrées lorsque les résultats du diagnostic réalisé dans le cadre du mémoire de réhabilitation concluent à leur présence. Ces mesures de gestion sont proposées par l'exploitant. Elles sont fondées sur un bilan des coûts et des avantages prenant en compte l'efficacité des techniques disponibles, l'impact environnemental global et le coût qui doit rester économiquement acceptable. Elles doivent permettre d'atteindre un état des milieux réhabilités compatible avec les usages déterminés pour les terrains concernés par l'installation mise à l'arrêt ou, le cas échéant, les usages constatés à l'extérieur du site.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a transmis le 13/03/2026 les documents infos-diag, dossier de cessation et EQRS (Évaluation Quantitative des Risques Sanitaires).</p> <p><u>Pollution des sols : détectée</u></p> <p>Il a été identifié une zone localisée avec des pollutions concentrées (sondages T7 et T30, cf</p>



annexe 1) en hydrocarbures et PCB (polychlorobiphényles). Cette zone n'était pas revêtue (donc non étanche). Selon l'exploitant, cette pollution est historique et provient de l'ancienne décharge municipale. Cette pollution n'avait pas été détectée lors de la prise en main du site par Biogénie.

Le plan de gestion, qui est en cours de finalisation au jour de l'inspection, consistera à une purge des terres polluées et remblayage avec des matériaux inertes du site. L'exploitant prévoit des excavations localisées pour gérer les pollutions concentrées dans les sols entre 0 et 2 mètres de profondeur sur les sondages T7 et T30. Des excavations supplémentaires seront également réalisées au droit des sondages T10 (l'emplacement de la cuve GNR), et T25 concernés par des teneurs notables en hydrocarbures entre 0 et 0,5 m de profondeur.

L'exploitant estime le volume des terres polluées à 500 m<sup>3</sup>. Il est prévu qu'elles soient évacuées via la filière adaptée :

- les terres qui seront purgées dans le cadre de la réhabilitation, seront envoyées dans la plateforme ORTEC à SAINT-OUEN-L'AUMÔNE (95) pour traitement ;
- les terres restantes stockées sur site (terres inertes) seront utilisées pour le remblaiement des zones qui seront purgées dans le cadre de la réhabilitation.

Des analyses en bord et fond de fouille sont prévues pour vérifier que la pollution est complètement éliminée. Une certification sera réalisée à ce stade.

#### Pollution des eaux : non détectée

Selon le bureau d'études et d'après les informations recueillies sur la Base de Données des Limites des Systèmes Aquifères (BDLISA), la première nappe attendue au droit du site est la nappe alluvionnaire d'accompagnement de l'Oise, entre 3 et 5 m de profondeur au droit du site, avec un sens d'écoulement supposé vers le sud-ouest.

De plus, il est apparu que le puits profond identifié au droit du site capte la nappe souterraine de la Craie à plus de 30 m de profondeur, peu vulnérable vis à vis du risque de pollution.

L'exploitant déclare que les analyses des eaux souterraines réalisées par ses soins dans le cadre de son suivi semestriel, ont montré l'absence d'impact dans les eaux souterraines. Selon l'exploitant, les sondages réalisés au-delà de 2 mètres et jusqu'à 4 mètres n'ont pas montré de pollution.

#### Conclusion

Le bureau d'études atteste dans le document transmis le 23/03/2026 de l'adéquation de la mesure de gestion proposée pour la réhabilitation avec les enjeux identifiés (maîtrise de la source) et estime que l'exposition des populations sur ou à proximité du site peut être exclue au regard des aménagements actuels et futurs à ce stade.

#### **La prescription contrôlée est respectée.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Attestation de mémoire de réhabilitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 19/08/2021, article R.512-39-3 -I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, ATTES-MEMOIRE
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>Le mémoire de réhabilitation est accompagné, conformément à l'avant, alinéa de l'article L. 512-6-1, d'une attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, en tenant compte des usages futurs et, le cas échéant pour les installations relevant de l'article L. 181-28, des opérations prescrites par l'autorisation et réalisées en cours d'activité. Elle est établie par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues pour justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.</p>
<b>Constats :</b>  <p>Au jour de l'inspection, le plan de gestion était en cours de finalisation.</p> <p>L'ATTES MEMOIRE a été fournie le 23/03/2026 et n'appelle pas de commentaire particulier de l'inspection.</p> <p><u><b>La prescription contrôlée est respectée.</b></u></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite